



DES MOYENS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS, DES MOYENS POUR NOS MÉTIERS !

15 SEPTEMBRE | EN GRÈVE ET EN MANIFESTATIONS RÉGIONALES

Le pays, écrasé par la chaleur et ravagé par les incendies, a vu sous ses yeux la réalité du réchauffement climatique et l'état de délabrement de ses services publics, de santé et d'action sociale. L'impréparation gouvernementale, malgré les alertes depuis plus de 20 ans sur la « maison qui brûle », résulte à la fois du déni idéologique de certains, des petits calculs budgétaires de certains mais surtout du refus de remettre en cause le capitalisme destructeur de notre environnement et de nos vies.

Loin d'en tirer les conséquences, nos gouvernants et tous les chantres des politiques austéritaires annoncent déjà des budgets « difficiles » en préparation pour 2027. Ils veulent nous faire payer leurs dettes et financer l'économie de guerre qu'ils essayent de mettre en place en réduisant toujours plus les financements de la Sécurité sociale et des services publics.

Au contraire, nous affirmons qu'il est urgent de renforcer les moyens de notre système de santé, de nos services médico-sociaux et d'améliorer la prise en charge des assurés sociaux et patients que nous sommes toutes et tous. Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale (PLFSS) est devenu l'outil de l'austérité, pour faire des économies à l'hôpital, dans les secteurs du médicosocial, dans les services publics et la protection civile.

Il réduit chaque année les prestations de la Sécurité sociale afin d'exonérer toujours plus les entreprises.

Une autre logique est possible. Celle de la réappropriation des richesses au profit d'une solidarité de classe, d'une démocratie sociale et du progrès social.

NOUS REVENDIQUONS :

- L'augmentation générale des salaires, traitements, des pensions et des minima sociaux des droits sociaux (ou prestations sociales).
- Une politique ambitieuse de création d'emplois stables, qualifiés et respectueux de l'environnement.
- La fin des exonérations de cotisations sociales.
- Un financement de la Sécurité sociale reposant exclusivement sur la cotisation sociale.

- La suppression des PLFSS qui placent la Sécurité sociale sous tutelle budgétaire de l'État.

- Le retour à une gestion démocratique de la Sécurité sociale par les représentants des assurés eux-mêmes.

- Un « 100 % Sécu » répondant pleinement aux besoins de la population.



15

SEPTEMBRE
PARTOUT EN GRÈVE
ET EN MANIFESTATIONS
RÉGIONALES



📍 RDV 13H — PLACE D'ITALIE